

(N° 67)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926.

Projet de loi portant modification à la législation en matière d'impôts directs
et de taxes y assimilées ⁽¹⁾.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

NOTE EXPLICATIVE.

L'article 3 limite à 20,000 francs le maximum de la déduction admise à titre de charges professionnelles forfaitaires des salariés et appointés; en d'autres termes un administrateur de sociétés ou un directeur d'usine ou de banque gagnant brut 300,000 francs serait imposable à la taxe professionnelle à raison de 280,000 francs, ses charges professionnelles fixées forfaitairement à un dixième étant limitées à 20,000 francs. Cette déduction paraît encore trop élevée, si l'on considère qu'il est plutôt rare que les titulaires des fonctions précitées aient à supporter *personnellement* des charges professionnelles qui dépassent 10,000 francs. C'est pourquoi on propose de ramener le maximum de 20,000 à 10,000 francs, sous réserve bien entendu d'admettre les dépenses professionnelles *réelles* quel que soit leur montant; cette modification entraînera la perception légitime à charge des personnes particulièrement bien rémunérées, d'un accroissement de taxe professionnelle et aussi par voie de conséquence, de supertaxe.

L'article 7 du projet prévoit que pour le calcul de la supertaxe les revenus professionnels ne sont comptés qu'à concurrence des neuf dixièmes de leur montant net imposable, pour la partie n'excédant pas 200,000 francs. Après nouvel examen de la question, cette limite a paru trop élevée et on propose de la ramener à 100,000 francs.

De la combinaison des amendements I et II, il résultera qu'un administrateur

(1) Projet de loi, n° 9.

gagnant 100,000 francs, sera soumis à la taxe professionnelle sur 90,000 francs soit un impôt de 7,200 francs et à la supertaxe sur $\frac{90,000 - 7,200}{10} \times 9 = 74,520$ francs.

Pour les revenus supérieurs à 100,000 francs, les réductions successives d'un dixième (taxe professionnelle et supertaxe) ne joueront que sur la partie n'excédant pas 100,000 francs.

Le paragraphe premier de l'article 18 stipule que le nouveau taux de 20 % fixé pour la taxe mobilière sur les revenus des actions ou parts y assimilées s'appliquera aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier 1926.

Des sociétés ont l'intention, paraît-il, d'anticiper de quelques jours, voire de quelques mois, cette attribution ou cette mise en paiement afin que leurs actionnaires échappent à l'augmentation projetée.

En vue de déjouer ces agissements frustratoires pour le Trésor, le Gouvernement propose d'amender la disposition précitée en ce sens que le nouveau taux sera également applicable aux revenus qui auront été attribués ou mis en paiement du 12 novembre (date du dépôt du projet) au 31 décembre 1925, par modification aux statuts ou aux règles suivies précédemment.

L'article 16 du projet fixe à un dixième la part des provinces dans le produit de la taxe mobilière au taux plein sur les revenus des actions ou parts, mais les résultats acquis pour l'exercice 1924 justifient une dérogation temporaire à cette disposition.

Alors que les provinces n'avaient évalué qu'à 86 millions leurs quote-parts dans les impôts directs pour 1924, leurs ressources de ce chef atteindront plus de 170 millions, soit une plus-value d'environ 100 %. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que des provinces, et notamment le Brabant, n'ont dû établir aucun centime additionnel aux impôts directs?

Cette situation commande de restreindre, tout au moins temporairement, la part des provinces dans la taxe mobilière au taux plein sur les revenus des actions.

A cette fin, le Gouvernement propose de réduire la dite part à un quinzième pour l'année 1926.

En fait, les provinces qui ont actuellement 2/15 de 15 % ou 2 % des revenus auront, en 1926, 1/15 de 20 % ou 1,33 % des revenus, soit une diminution de 0,67 %.

Cette restriction représente environ 6 millions; étant donné les plus-values signalées ci-dessus, elle ne peut déséquilibrer les budgets provinciaux.

Le Gouvernement se propose d'ailleurs de répartir la part susmentionnée au prorata de la population des provinces et eu égard au produit de leurs additionnels à la taxe sur les revenus des capitaux investis, de manière que le Brabant ne soit plus seul à bénéficier de la prospérité des sociétés établies dans l'agglomération bruxelloise et que, dans l'ensemble, la répartition soit plus équitable.

ART. 51 et 52.

Ces articles prévoient les taux de 5 et de 7 % pour la taxe afférente aux paris acceptés respectivement dans l'enceinte des champs de courses et dans les

agences *ad hoc* en ville. Les frais de ces dernières agences étant moindres que ceux des organisateurs de paris dans l'enceinte des hippodromes, on propose de porter de 7 % à 10 % le taux de l'impôt applicable aux agences; de cette manière, le prélèvement au profit du Trésor sera plus adéquat aux situations.

Ce changement entraîne la modification des articles 51 et 52.

Les nécessités budgétaires du moment imposent, en outre, au Gouvernement l'obligation de proposer que les dispositions prévues en faveur de communes par les deuxième et troisième alinéas de l'article 52 ne soient applicables qu'à partir du 1^{er} janvier 1928.

En attendant, le Gouvernement ne se refusera cependant pas à examiner avec bienveillance la situation particulière de certaines communes, notamment de celles dont l'assistance publique manquerait de ressources par suite des dispositions nouvelles en matière de taxe sur les jeux et paris.

L'article 57, § 3, litt. c du projet, prévoit que les débiteurs de boissons fermentées qui ont payé la taxe d'ouverture sous le régime de la loi du 29 août 1919, seront, à l'expiration du délai de dix ans à compter du paiement, redevables de la nouvelle taxe annuelle.

On a fait remarquer que la dite loi de 1919 rendant la taxe d'ouverture valable pour quinze ans, c'est seulement à l'expiration de ce délai que la taxe annuelle devrait devenir exigible.

Le Gouvernement croit pouvoir donner sur ce point, satisfaction aux intéressés : en payant d'avance et en une fois une forte taxe d'ouverture, les nouveaux débiteurs perdent en effet pendant quinze ans l'intérêt de cette somme, de sorte qu'ils ne seront pas privilégiés comparativement à ceux qui seront astreints à la taxe annuelle, bien que celle-ci, dans la plupart des cas, sera supérieure au quinzième de la taxe actuelle.

Mais rien ne serait modifié quant à l'exigibilité de la taxe annuelle, à partir de 1926, pour les débiteurs de boissons fermentées *qui n'ont pas acquitté* la taxe d'ouverture créée par la loi du 29 août 1919. A défaut d'avoir effectué semblable paiement, les intéressés invoqueraient vainement que l'article 4 de cette loi les rendait seulement passibles de la taxe d'ouverture à partir de 1934; le législateur qui leur a reconnu ce privilège exorbitant en des temps plus favorables peut y mettre fin en présence des impérieuses nécessités budgétaires du moment. La confirmation de ce privilège se justifierait d'ailleurs d'autant moins qu'il eût suffi, par exemple, de qualifier de taxe *de débit*, la taxe d'ouverture annuelle projetée, pour prévenir les revendications des intéressés à cet égard.

Conformément à l'article 60 du projet, le défaut de paiement de la taxe d'ouverture ou du supplément de taxe d'ouverture, entraînera, sous la nouvelle législation, l'établissement, à charge du débiteur, d'une cotisation d'office fixée au triple de l'impôt éludé. Consécutivement à cette mesure, l'article 61 abroge l'article 15, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 29 août 1919, qui punit les infractions de l'espèce d'une amende égale au double de la taxe fraudée, indépendamment du paiement de celle-ci.

Mais il importe de régler la situation des nouveaux débiteurs qui ont négligé d'acquitter la taxe actuelle ou le supplément exigible. En vertu de l'article 56 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, rendu applicable à la

taxe d'ouverture par l'article 60 du projet, les intéressés pourront être cotisés d'office au triple de la taxe ou du supplément éludé, sans préjudice à l'application éventuelle de la fermeture du débit prévue par le § 3 de l'article 15 susvisé de la loi de 1919. Semblable peine est également applicable, le cas échéant, en matière de taxe sur les spectacles et de taxe sur les jeux et paris. (Art. 47 et 54 du projet.)

L'amendement à l'article 61 est inspiré par ces considérations.

*
* * *

Sous l'empire de l'ancienne législation en matière d'impôts directs, il était de principe que les poursuites en répression des contraventions étaient exercées par l'Administration intéressée.

Mais, un arrêt rendu par la Cour de cassation le 16 mars 1925, a décidé qu'en l'absence d'un texte légal précis laissant à l'Administration des Contributions l'initiative des poursuites en ce qui concerne les contraventions punies par l'article 78 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, la dite Administration n'a pas qualité pour introduire elle-même en justice les litiges de l'espèce et pour requérir la condamnation des contrevenants.

Il résulte de cet arrêt, applicable, par identité de motifs, aux infractions en matière de taxe sur les automobiles, sur les spectacles et sur les jeux et paris, que les actions tendant à l'application des amendes ou des autres pénalités prévues par les lois d'impôts directs, doivent être poursuivies en justice conformément au droit commun, sur plainte de l'Administration.

Eu égard à l'intérêt qui s'attache à ce que l'action publique puisse, comme sous la législation antérieure, être exercée, en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, à l'intervention directe de l'Administration des Contributions, il paraît utile de lui donner compétence pour poursuivre elle-même toutes les infractions aux lois relatives à ces impôts et à ces taxes. Semblable principe est déjà inscrit à l'article 11, § 3, 2^e alinéa, de la loi du 2 juillet 1920, qui prévoit la compétence de l'Administration des Contributions pour la répression des refus de paiement de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

Le nouvel article 65 est conçu dans ce sens.

Le Ministre des Finances,

ALB. JANSSEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1925-1926.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving
in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes ⁽¹⁾.

AMENDEMENTEN DOOR DE REGEERING VOORGESTELD.

NOTA TOT STAVING.

Artikel 3 beperkt op 20,000 frank het maximum der aftrekking toegelaten ten titel van forfaitaire bedrijfslasten der loontrekkenden en bezoldigden; met andere woorden, een beheerder van vennootschappen of een bestuurder van eene fabriek of van eene bank wier ruwe bezoldigingen 300,000 frank bedragen, zou in de bedrijfsbelasting aangeslagen worden op grond van 280,000 frank daar zijne bedrijfslasten, op forfaitaire wijze vastgesteld op één tiende, beperkt zijn op 20,000 frank. Die aftrekking blijkt nog te hoog indien men nagaat dat het veeleer zelden is dat de titularissen van voormelde functiën *persoonlijk* bedrijfslasten moeten dragen welke 10,000 frank te boven gaan; daarom wordt dan ook voorgesteld het maximum van 20,000 op 10,000 te verlagen, onder voorbehoud, wel is verstaan, de *werkelijke* bedrijfsuitgaven aan te nemen welke het bedrag er van zij; die wijziging zal, voor de bijzonder goed bezoldigde personen, de gerechtvaardigde inning van een hoogere bedrijfsbelasting en bijgevolg ook van een hoogere supertaxe ten gevolge hebben.

Artikel 7 van het ontwerp voorziet dat voor de berekening van de supertaxe, de bedrijfsinkomsten slechts gerekend worden ten beloope van de negen tienden van hun belastbaar zuiver bedrag, voor het gedeelte dat 200,000 frank niet overschrijdt. Na een nieuw onderzoek der zaak, is die grens te hoog gebleken en wordt voorgesteld ze tot 100,000 frank te verlagen.

Uit het samenlezen van amendementen 1 en 2 zal voortvloeien dat een beheerder die 100,000 frank wint, in de bedrijfsbelasting zal aangeslagen worden op 90,000 frank, zegge een belasting van 7,200 frank en in de supertaxe op $\frac{(90,000 - 7,000) 9}{10} = 74,520$ frank.

⁽¹⁾ Ontwerp van wet, n^o 9.

Voor de inkomsten van meer dan 100,000 frank zullen de successieve verminderingen van een tiende (bedrijfsbelastingen en supertaxe) slechts toepasselijk zijn op het gedeelte dat 100,000 frank niet overtreft.

Paragraaf 1 van artikel 18 bepaalt dat het nieuw percentage van 20 t. h. vastgesteld voor de belasting op roerende zaken geheven van de inkomsten van aandeelen of daarmee gelijkgestelde deelen, toepasselijk zal zijn op de inkomsten welke toegekend of betaalbaar gesteld worden van 1 Januari 1926 af.

Enkele vennootschappen zijn, naar het schijnt, zinnens die toekenning of die betaalbaarstelling enkele dagen of zelfs enkele maanden te vervroegen opdat hunne aandeelhouders aan de voorgestelde verhooging zouden ontsnappen.

Ter verijdeling van deze drijfverijen welke voor doel hebben de Schatkist te benadeelen, stelt de Regeering voor voormelde bepaling in dezen zin te amendeeren dat het nieuw percentage insgelijks toepasselijk zal zijn op de inkomsten die, met wijziging in de statuten of in de vroeger gevolgde regelen, toegekend of betaalbaar gesteld worden van 12 November (datum van het neerleggen van het ontwerp) tot 31 December 1925.

Bij artikel 16 van het ontwerp wordt het aandeel der provinciën in de opbrengst der belasting op roerende zaken tegen het volle percentage geheven van de inkomsten van aandeelen of deelen op één tiende vastgesteld, maar de voor het dienstjaar 1924 verworven uitslagen billijken een tijdelijke afwijking van die bepaling.

Terwijl de provinciën hunne aandeelen in de rechtstreeksche belastingen voor 1924 slechts op 86 millioen geraamd hadden, zullen hun inkomsten uit dien hoofde meer dan 170 millioen bereiken, dus eene meeropbrengst van ongeveer 100 t. h. Moet men er zich dan over verwonderen dat provinciën, waaronder Brabant, geen opcentiemen op de rechtstreeksche belastingen hebben moeten vestigen?

Die toestand maakt het noodig het aandeel der provinciën in de belasting op roerende zaken tegen het volle bedrag geheven van de inkomsten van aandeelen, minstens tijdelijk te beperken.

Te dien einde stelt de Regeering voor gezegd aandeel voor het jaar 1926 op één vijftiende te verminderen.

Feitelijk zullen de provinciën, die thans $\frac{2}{15}$ van 15 t. h. of 2 t. h. der inkomsten hebben, in 1926 $\frac{1}{15}$ van 20 t. h. of 1.33 t. h. dier inkomsten hebben, zegge een vermindering van 0.67 t. h.

Die beperking vertegenwoordigt ongeveer 6 millioen; wegens de hierboven aangehaalde meeropbrengst, kan zij het evenwicht van de begrootingen der provinciën niet storen.

De Regeering is overigens voornemens bovengemeld aandeel te verdeelen in verhouding tot de bevolking der provinciën en met inachtneming van de opbrengst hunner opcentiemen op de belasting op de inkomsten van aangewende kapitalen, derwijze dat Brabant niet meer alleen weze om voordeel te trekken uit den voorspoed van de vennootschappen die in de Brusselsche agglomeratie gevestigd zijn en dat, over het geheel, de verdeling rechtvaardiger weze.

. Art. 51 en 52.

Die artikelen voorzien de bedragen 5 en 7 t. h. voor de taxe in verband met de weddenschappen aangegaan onderscheidenlijk binnen het besloten erf der paardenrenbanen en ter agentschappen *ad hoc* in de stad. Daar de onkosten van laatstgemelde agentschappen minder bedragen dan diegene der inrichters van weddenschappen binnen het besloten erf der paardenrenbanen, stelt men voor het bedrag van de op de agentschappen toepasselijke taxe te brengen van 7 t. h. op 10 t. h.; op die wijze zal de voorafneming ten bate van de Schatkist aan de toestanden meer aangepast zijn.

Die verandering brengt wijziging mede van de artikelen 51 en 52.

De begrootingsbehoeften van het oogenblik leggen bovendien aan de Regeering de verplichting op voor te stellen dat de ten bate der gemeenten door de 2^o en 3^o leden van artikel 52 voorziene bepalingen slechts van 1 Januari 1928 af toepasselijk zouden wezen.

In afwachting zal de Regeering evenwel niet weigeren met welwillendheid den toestand te onderzoeken van zekere gemeenten namelijk van diegene waarvan de openbare onderstand middelen zou te kort komen ingevolge de nieuwe bepalingen in zake taxe op het spel en de weddenschappen.

Art. 57, § 3, litt. c van het ontwerp voorziet dat de slijters van gegisten dranken die de openingstaxe betaald hebben onder het regime der wet van 29 Augustus 1919, na 't verstrijken van den termijn van *tien* jaar te rekenen van de betaling, de nieuwe jaarlijksche taxe verschuldigd zijn.

Men heeft doen opmerken dat, aangezien gezegde wet van 1919 de openings-taxe voor 15 jaar heeft geldig gemaakt, het slechts na 't verstrijken van dien termijn is dat de jaarlijksche taxe opvorderbaar zou moeten worden.

De Regeering meent aan de belanghebbenden nopens dat punt voldoening te kunnen schenken : door op voorhand en in eenmaal eene zware openingstaxe te storten, verliezen de nieuwe slijters inderdaad gedurende 15 jaar den interest van die som, zoodat zij geen voorrecht zullen genieten ten opzichte van degenen die zullen gehouden zijn tot betaling van de jaarlijksche taxe, alhoewel deze, in meestal de gevallen, hooger zal zijn dan één vijftiende van de huidige taxe.

Niets zou evenwel gewijzigd zijn ten opzichte van de opvorderbaarheid der jaarlijksche taxe, van 1926 af, voor de slijters van gegiste dranken die de bij de wet van 29 Augustus 1919 ingevoerde openingstaxe *niet betaald hebben*.

Bij gebreke dergelijke betaling te hebben gedaan, zouden de belanghebbenden vruchteloos inroepen dat artikel 4 van die wet hen slechts van 1934 af aan de openingstaxe zou onderworpen hebben; de wetgever die hun dat overdreven voorrecht heeft toegestaan in gunstigere tijden, kan daaraan paal en perk stellen op grond van de dringende begrootingsbehoeften van het oogenblik. Het bevestigen van dat voorrecht ware des te minder te wettigen daar het volstaan had, bij voorbeeld, de voorgedragen jaarlijksche openingstaxe te noemen *taxe op het slijten*, om de eischen van de belanghebbenden desaangaande te voorkomen.

Overeenkomstig artikel 60 van het ontwerp zal het niet betalen van de openingstaxe of- bijtaxe, onder de nieuwe wetgeving, vestiging medebrengen, ten laste van den slijter, van een aanslag van ambtswege bepaald op het driedubbel van de ontdoken belasting. Ingevolge dien maatregel schaft art. 61, art. 15, § 1, der wet van 29 Augustus 1919 af, waarbij de soortgelijke overtredingen gestraft worden met eene boete gelijk aan het dubbel van de ontdoken taxe, onverminderd de betaling dezer.

Doch de toestand van de nieuwe slijters die nagelaten hebben de huidige taxe of de opvorderbare bijtaxe te voldoen, dient geregeld te worden. Krachtens artikel 56 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, bij artikel 60 van het ontwerp toepasselijk gemaakt op de openingstaxe, zullen de belanghebbenden van ambtswege mogen aangeslagen worden tegen het driedubbel van de ontdoken taxe of bijtaxe, onverminderd de gebeurlijke sluiting van de slijterij, voorzien bij § 3 van voormeld artikel 15 der wet van 1919. Dergelijke straf is desgevallende insgelijks toepasselijk in zake taxe op de vertooningen en taxe op het spel en de weddenschappen (art. 47 en 54 van het ontwerp).

Het amendement op artikel 61 wordt door die beschouwingen ingegeven.

Onder de vroegere wetgeving in zake rechtstreeksche belastingen, gold het als grondbeginsel dat de vervolgingen als beteugeling van de overtredingen door het betrokken Beheer ingespannen werden.

Maar een door het Hof van Verbreking op 16 Maart 1925 gewezen arrest, heeft beslist dat bij gebreke van een wel bepaalden wetstekst welke aan het Beheer der Belastingen het initiatief laat van de vervolgingen wat betreft de overtredingen gestraft bij artikel 78 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, gemeld Beheer niet bevoegd is om zelf de geschillen van dien aard aan het gerecht voor te leggen en om de veroordeeling van de overtreders te eischen.

Uit dat arrest, hetwelk bij gelijke beweegredenen toepasselijk is op de overtredingen in zake taxe op de automobielen, op de vertooningen en op het spel en de weddenschappen, volgt dat de gedingen tot toepassing der boeten of der andere straffen voorzien bij de wetten betreffende de rechtstreeksche belastingen, voor het gerecht moeten vervolgd worden overeenkomstig het gemeen recht, op aanklacht van het Beheer.

Uit aanmerking van het belang verbonden aan het feit dat de openbare vordering, zooals onder de vroegere wetgeving, in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes door de rechtstreeksche tusschenkomst van het Beheer der belastingen moge uitgeoefend worden, lijkt het nuttig aan dit Beheer de bevoegdheid te verleen om zelf alle overtredingen van de wetten betreffende die belastingen of die taxes te vervolgen. Dergelijk grondbeginsel is reeds opgenomen in artikel 11, § 3, 2^o lid, der wet van 2 Juli 1920, welke de bevoegdheid van het Beheer der Belastingen voorziet voor de beteugeling van de weigeringen van betaling der bijzondere belasting op de oorlogswinsten.

Het nieuw artikel 65 is in dien zin opgesteld.

De Minister van Financiën,

ALB. JANSSEN.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

SESSION DE 1925-1926.

ZITTIJD 1925-1926.

Projet de loi portant modification à la législation en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR
LE GOUVERNEMENT.

AMENDEMENTEN VAN DE
REGEERING.

TITRE PREMIER.

TITEL I.

Impôts sur les revenus.

Belastingen op de inkomsten.

ART. 3 (*in fine*).

ART. 3 (*in fine*).

Remplacer le chiffre de 20,000 francs par celui de 10,000 francs.

Het cijfer 20,000 frank te vervangen door het cijfer 10,000 frank.

ART. 7.

ART. 7.

Remplacer le chiffre de 200,000 francs par celui de 100,000 francs.

Het cijfer 200,000 frank te vervangen door het cijfer 100,000 frank.

ART. 18.

ART. 18.

1. Compléter le § 1^{er} comme suit :

1. De § 1 aan te vullen als volgt :

Toutefois, la taxe mobilière de 20 % sera également applicable aux revenus d'actions ou parts qui auront été attribués ou mis en paiement du 12 novem-

De belasting op roerende zaken van 20 t. h. zal echter insgelijks van toepassing zijn op de inkomsten van aandelen of deelen die van 12 November

bre au 31 décembre 1925, par modification aux dispositions statutaires ou aux règles suivies antérieurement.

2. Ajouter un § 3 ainsi conçu :

§ 3. Par dérogation temporaire à l'article 16, la part provinciale dans la taxe mobilière au taux plein sur les revenus des actions ou parts y assimilées est réduite à un *quinzième* pour l'année 1926.

TITRE VIII.

Taxe sur les jeux et paris.

ART. 51, § 1^{er}, 1^o.

Substituer le taux de 10 % à celui de 7 %.

ART. 52.

1^{er} et 2^e alinéas. — **Substituer** le taux de 10 % à celui de 7 %.

Supprimer le litt. C et compléter le dernier alinéa comme suit : Elle (la répartition) s'effectuera pour la première fois en ce qui concerne la taxe de l'exercice 1928.

TITRE IX.

Taxe d'ouverture des débits de boissons.

ART. 57.

REPLACER le terme de *dix* ans par celui de *quinze* ans.

tot 31 December 1925 zullen toegekend of betaalbaar gesteld geworden zijn met wijziging in de statutaire bepalingen of in de vroeger gevolgde regelen.

2. Eene § 3 tot te voegen luidende :

§ 3. In tijdelijke afwijking van artikel 16, wordt het aandeel der provincie in de belasting op roerende zaken tegen het volle bedrag op de inkomsten van aandeelen of daarmede gelijkgestelde deelen voor het jaar 1926 verminderd tot een *vijftiende*.

TITEL VIII.

Taxe op het spel en de weddenschappen.

ART. 51, § 1, 1^o.

Het bedrag 10 t. h. in de plaats te stellen van het bedrag 7 t. h.

ART. 52.

Alinea's 1^o en 2^o. — Het bedrag 10 t. h. in de plaats te stellen van het bedrag 7 t. h.

Litt. C te doen wegvallen en het laatste lid aan te vullen als volgt : Zij (de verdeling) geschiedt voor de eerste maal wat betreft de taxe over het dienstjaar 1928.

TITEL IX.

Openingstaxe op de drankslijterijen.

ART. 57.

De termijn van *tien* jaar te vervangen door den termijn van *vijftien* jaar.

ART. 61.

Compléter cet article comme suit :

Les débitants qui ont négligé d'acquitter la taxe d'ouverture ou le supplément de taxe exigibles sous le régime actuel pourront être cotisés d'office au triple de l'impôt éludé, conformément à l'art. 56 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

TITRE XII (nouveau).**Dispositions générales,****ART. 65 (nouveau).**

Les poursuites en application des amendes ou des autres pénalités prévues par les lois en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, sont exercées à la requête de l'Administration des Contributions directes et du Cadastre.

Le Ministre des Finances,

ART. 61.

Dit artikel aan te vullen als volgt :

De slijters die nagelaten hebben de openingstaxe of de aanvullende taxe, invorderbaar onder het huidige regime, te betalen, kunnen van ambtswege aangeslagen worden tegen het driedubbel van de ontdoken belasting, overeenkomstig art. 56 der samen geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten.

TITEL XII (nieuw).**Algemeene bepalingen.****ART. 65 (nieuw).**

De vervolgingen tot toepassing van de boeten of van andere straffen voorzien bij de wetten in zake rechtstreekse belastingen en daarmede gelijkgestelde taxes, worden gedaan ten verzoeken van het Beheer van de Rechtstreeksche belastingen en het Kadaster.

De Minister van Financiën,

ALB. JANSSENS.